UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITE
RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Chers concitoyens et compatriotes,

Vous me connaissez déjà puisqu'en mars 1978, il s'en est fallu de peu que je ne vous représente à l'Assemblée Nationale.

En effet, seules 204 voix m'avaient manqué au second tour pour battre le candidat communiste.

Depuis j'ai continué à être, quotidiennement, parmi vous et avec vous, partageant vos soucis et vos espoirs. Vous savez en effet que j'habite avec mon épouse et mes deux enfants, dans notre quartier. J'ai pu ainsi chaque fois que vous me l'avez demandé vous aider ou être votre porte-parole auprès du Maire de Paris.

J'ai également, en ma qualité de membre du Comité Central du R.P.R., poursuivi, sur le terrain, l'action d'information à laquelle vous aviez droit.

C'est que je ne pouvais rester les bras croisés alors que l'anarchie menace.

Aujourd'hui les multiples difficultés auxquelles la France est confrontée sont aggravées par la victoire des Collectivistes aux dernières élections présidentielles.

Les Français ont choisi un nouveau président de la République. Les 14 et 21 juin 1981, ils vont choisir la société dans laquelle ils veulent vivre.

Les projets socialistes et communistes auraient de graves conséquences sur notre vie quotidienne. Ils bouleverseraient notre mode de vie. C'est pourquoi il nous faut choisir sur pièces.

Nous ne voulons donc pas d'une Assemblée de militants fanatiques socialistes et communistes, livrés sans frein à la démagogie, au dogmatisme marxiste, à l'irresponsabilité, aux idées les plus folles.

Une autre voie nous est offerte. Celle d'une politique nouvelle, dans le respect des libertés et des institutions. Celle que propose JACQUES CHIRAC et l'Union pour une Nouvelle Majorité.

C'est la politique dont la France a besoin.

Nous sommes à la veille d'un de ces moments où le destin de notre Peuple va se jouer. Il s'agit de savoir si les Français sont disposés ou non à voir sombrer le Pays dans la confusion d'abord, dans le collectivisme ensuite.

Nous savons qu'il est des Français généreux et épris de justice, qui pensent sincèrement qu'il n'y aurait aucun danger à voter pour les socialo-communistes et qu'à tout le moins, l'expérience mériterait d'être tentée. A ces compatriotes, nous disons : Attention. En effet, le parti communiste au pouvoir disposera des moyens de paralyser et contrôler la France.

En réalité, l'idéal de justice et de progrès, c'est avec l'U.N.M. que l'on peut l'atteindre. Aujourd'hui, c'est l'U.N.M. qui l'exprime.

Ce que nous proposons clairement aux Français et aux Françaises, c'est une France forte et respectée pour assurer la sécurité des citoyens. C'est également une politique de justice audacieuse et novatrice permettant le progrès économique et social.

Ainsi la France saura surmonter la Crise.

Mais la crise que nous subissons n'est pas qu'économique. Derrière elle, existe une crise politique, intellectuelle et morale. Elle est profonde. Elle affaiblit les ressorts de la communauté nationale et nous fait glisser sur la voie de la décadence et des désordres. Chacun de nous le ressent comme une injure ou une plaie personnelle.

Le laisser-aller grandissant, le débraillé, le gaspillage, la resquille en tout genre, le mépris affiché des lois et des règlements en sont malheureusement l'éloquente et quotidienne illustration.

Cela est insupportable pour les honnêtes gens.

Se faire rouer de coups le soir au coin d'une rue ou être la victime d'un vol ne soulève aucune émotion de la part des pouvoirs publics. Seul l'agresseur suscite scandaleusement la compassion. Nous en avons tous assez du manque de considération à l'égard des victimes. Il faut que cela cesse. Le laxisme en l'espèce porte principalement préjudice aux moins bien protégés. En effet l'insécurité dans le Métro ne frappe que ceux qui prennent le Métro. C'est pourquoi la loi républicaine démocratiquement votée et les décisions de justice doivent être appliquées sans faiblesse.

Il faut que ceux qui sont chargés d'enseigner le sens civique, reprennent leur mission.

Le défaut d'autorité est un mépris des profondes aspirations populaires. C'est pourquoi il faut cesser de démobiliser en permanence police et justice. En effet, la sécurité des biens et des personnes est la première des libertés que l'Etat doit garantir aux citoyens. Si l'autorité de l'Etat républicain n'était pas affirmée, on peut craindre qu'une dictature ne vienne s'imposer pour combattre le chaos.

Par ailleurs, osons dire que la cellule familiale doit être protégée face aux propagandes dissolvantes et démoralisantes; osons dire que la France et les Pays européens sont menacés par un péril qui ne pardonne pas : celui de la dénatalité.

Outre la sécurité des Français et la défense de l'indépendance nationale, nous sommes également ambitieux pour l'économie de notre Pays.

Nous préconisons une nouvelle politique économique.

Pour les entreprises, nous sommes partisans d'une cure de liberté. On ne rendra pas sa vitalité à l'économie sans la débarrasser d'abord des innombrables réglementations et formalités paperassières. La réglementation tatillonne constitue à elle seule un monument de mauvais dirigisme. Nous voulons garantir aux artisans et aux commerçants et plus généralement à tous ceux qui veulent créer et innover, la liberté d'entreprendre.

Il nous faut donc une politique volontariste. Cela implique la relance de notre économie par des investissements dans les secteurs productifs. Cela implique que l'épargne soit favorisée, protégée et mobilisée au bénéfice de la création d'emplois. Tout cela doit être réalisé dans le cadre d'un grand plan national.

Mais comment évoquer la justice et le progrès sans penser à nos compatriotes menacés dans leur emploi ou vivotant, après une vie de labeur, avec de maigres pensions. Le R.P.R. est, plus que d'autres, conscient de ce problème et sensible au caractère intolérable du chômage.

Pour y parer, nous devons faire un effort de redéploiement de notre Enseignement afin qu'il soit orienté vers des formations correspondant aux besoins du Peuple et aux exigences de l'économie; un redéploiement de nos actions de versement de prestations chômage afin d'indemniser les hommes tout en leur demandant de travailler pour la Collectivité; un redéploiement de nos actions de revalorisation du travail manuel afin de reconquérir, pour nos travailleurs, des secteurs entiers aujourd'hui assumés par des étrangers. Il faut également sans tarder interrompre l'immigration.

Cet effort est à la portée de la France à condition que nous en ayons la ferme volonté politique.

Enfin nous sommes exigeants pour le progrès social.

Nous voulons l'abolition des privilèges qui ne trouvent pas leur justification dans le travail ou le mérite. La France qui, après avoir tant de fois donné la preuve de sa générosité envers les autres peuples, doit maintenant aider, en priorité, ses propres enfants de tous âges que le sort a frappés.

Nous voulons résolument nous engager sur la voie de la Participation au sein des entreprises. Nous avons assez d'esprit et de cœur pour changer l'atmosphère sociale de notre pays. La solution humaine, française et pratique réside dans l'association digne et féconde de ceux qui mettent en commun à l'intérieur d'une même entreprise soit leur travail, soit leur technique, soit leurs biens, et qui devront à visage découvert en partager équitablement les résultats.

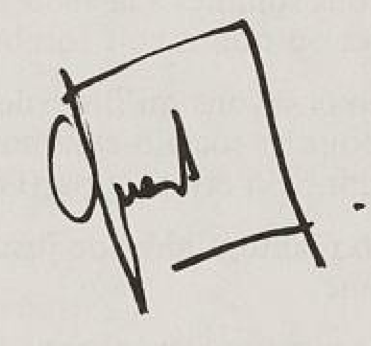
Vous le voyez, ce que, avec JACQUES CHIRAC, nous proposons, c'est le contraire de l'immobilisme; c'est le mouvement, c'est l'audace, c'est le progrès, c'est la volonté de toujours nous dépasser. Chez nous résonne, face aux jouissances paisibles, l'Espérance des Français. La France doit recouvrir son identité et redevenir la France que nous aimons.

Nous voulons pour demain une direction ferme au service d'un projet généreux.

Nous voulons une grande et généreuse ambition nationale et populaire, mobilisatrice du désir profond d'ordre, de grandeur, de responsabilité, de justice sociale, qui se manifeste ici et là chaque jour davantage.

Citoyens, Citoyennes de notre circonscription, au moment de choisir, souvenez-vous que les nations comme les hommes sont mortelles. Comme eux, elles peuvent mourir de ne pas avoir su être clairvoyantes, de ne pas s'être défendues à temps.

C'est parce que, comme vous, je n'accepte pas que la France puisse être abandonnée à l'aventure collectiviste que j'ai décidé de me battre avec vous dans la circonscription qui est la nôtre.



PIERRE-MARIE GUASTAVINO
Union pour une Nouvelle Majorité
Rassemblement pour la République
Avocat - 35 ans

Mes chers concitoyens,

Jusqu'à aujourd'hui je n'ai fait qu'exercer ma profession de médecin depuis 1956 dans le XXème arrondissement.

Aujourd'hui j'ai accepté d'être le suppléant de Me PIERRE-MARIE GUASTAVINO parce que j'ai pu l'apprécier et que je sais qu'il est sincèrement animé de la volonté inébranlable de défendre les intérêts de notre XXème arrondissement ainsi que ceux de la France.

Il doit «d'être entré en politique», à Jacques CHIRAC, dont l'action a retenti comme l'écho de l'éternel appel des peuples qui ne veulent pas mourir.

Je sais combien PIERRE-MARIE GUASTAVINO est attentif à la vie du XXème arrondissement et aux difficultés qui sont les vôtres.

C'est d'un homme de cette trempe, qui saura en priorité et en toutes circonstances défendre les intérêts des Français, dont nous avons besoin. En effet PIERRE-MARIE GUASTAVINO est un homme de caractère, compétent et courageux, un homme droit qui ne cède sur rien quand l'intérêt national — notre intérêt — est en jeu.

Enfin depuis 1978, nous savons qu'il est le candidat le mieux placé pour barrer la route aux Collectivistes dans notre circonscription.

Comme le Maire de Paris, faites-lui confiance.

Suppléant :

Docteur JACQUES MOREL
Médecin généraliste du XXème

Imprimerie Spéciale de l'UNM-RPR